secteur privé que du secteur public. Depuis sa création, l'été dernier, elle a présenté au gouvernement des recommandations concernant divers dossiers, dont ceux de la Société nationale de commerce, du Programme canadien de prix aux exportateurs, de COSTPRO*, de la capacité du réseau ferroviaire dans l'Ouest et du détachement d'agents de commerce auprès de petites et moyennes entreprises. Je m'en voudrais de conclure mes propos sans mentionner le rôle crucial du financement des exportations. L'an dernier, la S.E.E., par l'entremise de son programme de prêts, a permis aux exportateurs de conclure des ventes totalisant 1,4 milliard de dollars. Le gouvernement du Canada n'appuie pas le financement abusivement bas offert par certains de nos compétiteurs. Toutefois, nous sommes disposés à offrir un dosage de crédits commerciaux et d'aide s'il est prouvé que votre concurrent offre un financement par crédits mixtes. En outre, des agents de commerce seront détachés auprès des bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale pour assurer un contact étroit avec la communauté des exportateurs.

Réorganisation du ministère des Affaires extérieures

La réorganisation récente d'un certain nombre de ministères fédéraux est un nouvel exemple du désir de notre gouvernement de renforcer notre capacité internationale. Les changements opérés attestent que le commerce est une activité qui embrasse tous les secteurs de l'économie canadienne et qui doit occuper la place qui lui revient dans nos relations internationales. C'est d'ailleurs ce à quoi vise la réorganisation annoncée par le premier ministre : les fonctions commerciales qui ressortissaient auparavant à l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce ont été assimilées aux responsabilités existantes du ministère des Affaires extérieures pour former un ministère des Affaires extérieures radicalement transformé. Le nouveau ministère offrira davantage de possibilités de promouvoir les nombreux intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger. Le commerce et l'économie deviendront l'un des grands axes de l'activité du nouveau ministère. Les représentants du Canada à l'étranger accorderont une plus grande importance à la promotion de nos intérêts commerciaux. Cette décision est devenue nécessaire étant donné l'évolution du commerce international. La commercialisation et le financement des exportations sont devenus de plus en plus complexes et compétitifs : les pays où les salaires sont peu élevés élargissent la gamme de leurs exportations ; les pays très industrialisés livrent une concurrence acharnée dans les secteurs de la fabrication et de la technologie de pointe ; le commerce mondial se libéralise de plus en plus et les échanges directs entre États prennent de plus en plus d'importance. C'est sur cette toile de fond que le ministère des Affaires extérieures a été réorganisé pour promouvoir activement l'exportation des ressources, des produits finis et des services de toutes les régions du pays vers les marchés étrangers.

Je sais que l'activité de l'exportation est une entreprise hautement concurrentielle et souvent complexe qui requiert un engagement spécial. Je tiens à vous assurer que mon collègue, M. Ed Lumley, et moi-même sommes prêts à vous apporter toute l'aide possible. N'hésitez pas à prendre contact avec nous ou avec l'un ou l'autre de nos collaborateurs au ministère des Affaires extérieures. Nous sommes à votre service.

*Organisation canadienne de simplification des pratiques commerciales.